

Lituanie : au cœur de l'Europe hier comme aujourd'hui

Description

La Lituanie, réapparue sur la carte de l'Europe à l'issue de l'effondrement de l'Union Soviétique, se distingue des autres États « ressuscités » à cette occasion. Ce pays d'Europe médiane revendique en effet une existence multiséculaire et l'héritage, plus ou moins conscient, de celle-ci.

Dans le contexte de la menace existentielle russe, la position de la « petite » Lituanie (60 000 km², 3 millions d'habitants) est à la fois originale et intéressante. L'euroanéité pluriséculaire de la Lituanie n'est plus à prouver, de même que sa situation d'avant-poste vis-à-vis du monde russe, ses spécificités en matière de vulnérabilité et les dispositifs de défense que Vilnius met aujourd'hui en place.

La Lituanie dans l'histoire de l'Europe

Au Moyen-Âge déjà, la Lituanie, apparue au XIII^e s., s'est révélée une composante essentielle de l'Europe. Pendant plusieurs siècles, c'est elle qui a protégé l'Occident des invasions tatares et russes. Née en 1569 de l'Union de Lublin entre le Grand-Duché de Lituanie et le Royaume de Pologne, la *Respublica* (ou République des deux-nations) demeura pendant plusieurs siècles une puissance importante en Europe. Ses relations avec ses partenaires occidentaux étaient à la fois diversifiées et intenses.



Mais le voisin russe menaçait toujours. Entre 1772 et 1795, la Lituanie a basculé dans l'Empire russe. L'ensemble de la région est demeuré sous ce joug jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette occupation fut cruelle et inhiba profondément le développement du pays. La renaissance nationale, à partir de 1860, intervint selon un modèle occidental de nationalisme ethnique inspiré de Herder.

En 1918, au moment du retour à l'indépendance, c'est l'Allemagne qui a porté le nouvel État sur les fonts baptismaux et, en 1920, les nouvelles Républiques baltes ont été reconnues par les autres pays européens et par Moscou. Pendant les vingt années qui suivent, les Litvaniens vivent une indépendance précaire, coincés entre les impérialismes allemand et russe. Leurs progrès n'en sont pas moins saisissants et, en 1939, ils étaient, économiquement et socialement, plus avancés que la Finlande. Après la signature, le 23 août 1939, du Pacte Molotov-von Ribbentrop, le second protocole secret de celui-ci (28 septembre) attribue la Lituanie à l'URSS. En 1940, c'est l'annexion, confirmée en 1944 après l'intermède dramatique de l'occupation nazie. Litvaniens, Lettons et Estoniens demeureront soviétiques et largement coupés du monde pendant un demi-siècle.

La libération des pays baltes intervient en 1990, avec l'effondrement de l'URSS. Les premières années de retour à l'indépendance sont difficiles. Néanmoins, un objectif fait pratiquement l'unanimité : cap à l'Ouest. Le redémarrage économique, porté par une conjoncture favorable, redonne de l'espoir. Simultanément, après un début encourageant sous Boris Eltsine, les relations avec Moscou se détériorent rapidement (vers 1997), le Kremlin ne cessant de tenter de déstabiliser l'Europe à partir de son « étranger proche »⁽¹⁾. En 2004, Vilnius, comme Riga et Tallinn, adhère à l'OTAN et à l'UE. Ces deux événements, ressentis comme complémentaires, revêtent pour les Baltes une importance primordiale.

Depuis au moins 2008, les Litvaniens comme les Polonais et les autres États baltes, pleinement conscients de la situation géopolitique, ont tenté d'abord sans succès d'alerter l'Occident sur la gravité et l'urgence de la menace russe. Les multiples manœuvres russes, de son intense réarmement militaire à l'organisation planifiée de la dépendance énergétique de l'Europe occidentale (notamment de l'Allemagne avec le gazoduc Nord Stream), sautaient pourtant aux

yeux : l'ultimatum russe à l'Occident du 17 décembre 2021⁽²⁾ vint, parmi d'autres épisodes, confirmer l'aveuglement de l'Europe occidentale. De n'avoir pas été écoutés pendant si longtemps, les Baltes ont nourri un sentiment d'injustice et d'isolement, teinté d'amertume, vis-à-vis de l'Europe occidentale et notamment d'une « France-Allemagne » perçue comme arrogante.

Vulnérabilités lituaniennes dans un nouveau contexte

L'adhésion de la Finlande (2023) et de la Suède (2024) à l'OTAN ont pratiquement fait de la « Méditerranée du Nord » un « lac de l'Alliance atlantique », accroissant le sentiment de sécurité des pays baltiques.

Mais Vilnius reste conscient de ses vulnérabilités. Parmi elles, on peut citer la présence de l'enclave russe de Kaliningrad, désormais encerclée par l'OTAN et par l'UE, ce qui contribue à la montée de l'agressivité de Moscou à l'égard de l'Occident. La question du transit ferroviaire (via le Bélarus et la Lituanie) entre la « Russie continentale » et son « exclave » est, tout particulièrement, un sujet de tensions entre Vilnius, Minsk et Moscou en cette époque de sanctions européennes. Le corridor de Suwałki⁽³⁾ est un autre point d'attention pour Vilnius, bien conscient que, si les Russes parvenaient à contrôler cette zone, ils supprimeraient tout accès terrestre entre les pays baltes et leurs alliés de l'OTAN. Ce fameux corridor est aujourd'hui considéré comme le talon d'Achille de l'OTAN sur son flanc oriental.

En revanche, et à la différence de la Lettonie et de l'Estonie voisines, la communauté russophone de Lituanie est peu nombreuse (5 % de la population) et composée majoritairement de Vieux-Croyants assez peu attachés à la Russie. Enfin, la vie démocratique dans les pays baltiques est vigoureuse, ce qui apparaît d'ailleurs comme une insupportable provocation aux yeux du maître du Kremlin. Il n'en reste pas moins que les Lituaniens, comme leurs voisins lettons et estoniens, estiment que, si le Kremlin venait à considérer qu'il a terminé son « opération militaire spéciale » en Ukraine, ils pourraient être les prochains sur la liste des cibles russes. Cette analyse est fondée sur la conviction que la Russie n'a renoncé à aucun territoire européen ayant appartenu à ce qu'elle nomme depuis 2001, le *Rousskiï mir* (Monde russe).

Vilnius et la défense européenne

En dépit du caractère limité de leurs moyens, les Lituaniens se sont tôt préoccupés d'organiser leur sécurité vis-à-vis de l'ennemi de toujours. Cette défense prend deux formes, l'une militaire, l'autre civile.

Depuis l'agression russe de 2022, conscients de leur absence de profondeur stratégique, les Baltes ont réalisé un impressionnant saut capacitaire et doctrinal. Dans une approche cumulative (certains parlent de « briques »), ils voient comme complémentaires leur défense nationale et plusieurs formats de coopération, balte, baltique (on peut citer le NB8 ou Nordic-Baltic 8), [avec la Pologne](#), avec les Etats-Unis, avec l'OTAN et, désormais plus sérieusement, avec le reste de l'Europe. Une poupée gigogne de « réassurances stratégiques » en quelque sorte.

Mais le parapluie otanien et américain leur est longtemps apparu comme le seul qui vaille. Depuis 2004, une mission de Police de l'air (*Baltic Air Policing*) est assurée par les pays membres de l'OTAN dans la région balte. Elle a été renforcée à partir de 2014 (*enhanced Air Policing*). Par ailleurs, depuis 2017, une présence alliée s'est déployée dans la région balte et polonaise (*enhanced Forward Presence, eFP*) sur une base rotationnelle. Elle aussi a été renforcée après 2022, confortée par ailleurs par la mission otanienne Eastern Sentry qui vise à renforcer le flanc Est de l'Alliance.

Pendant longtemps, l'insistance française pour instaurer une défense commune européenne (concept d'autonomie stratégique lancé en 2017 par le Président de la République) a été ressentie par les Baltes comme de nature à affaiblir l'OTAN, à inviter les Etats-Unis à se retirer du continent européen et, par conséquent, à les vulnérabiliser. Désormais, la confiance dans les Etats-Unis, traditionnellement considérée comme centrale, a radicalement perdu de ses couleurs, profitant aux initiatives européennes.

Mais la Lituanie ne se contente pas de compter sur ses alliés : elle a considérablement rehaussé son budget de défense (qui doit passer à 5,25 % du PIB d'ici la fin 2026), s'est dotée d'une cyber défense avancée et de forces de réaction rapide (2014), a rétabli le service militaire et publié un manuel pour faire face à une invasion en 2015, a mis en place des structures paramilitaires d'entraînement à la guérilla. Tout est ainsi mis en œuvre pour assurer la plus grande

résilience possible et pour être pris au sérieux par partenaires et adversaires potentiels.

Dans la mesure où, selon les principes de la métapolitique, toute lutte politique est d'abord culturelle, la société est le premier terrain d'action. Ainsi, l'accès aux media russes officiels (ex : *Rossiya, RTR*) est limité par des interdictions et des brouillages, des structures de lutte contre les *Fake news* et autres *Hoax* ont été mises en place, la cohésion nationale est promue notamment via l'enseignement et la culture, et la lutte contre les cyber-attaques est une priorité des autorités.

Les sociétés baltes, en proie à un consumérisme croissant jusqu'en 2022, se sont subitement réveillées, galvanisées et ressoudées. Le patriotisme et le sens de la solidarité nationale sont de retour. Au plan externe, les trois pays sont désormais des acteurs majeurs de la scène européenne, ils sont respectés et leur avis pris en considération. Autant comme centre de réflexion, conservatoire d'une certaine Europe médiane et, plus encore, instance morale, la Lituanie représente désormais pour l'Europe un atout réel. Il est urgent dans ces conditions que ses dirigeants prennent la mesure de ce que nombre d'intellectuels de l'Europe centrale et orientale n'ont jamais cessé de répéter : nous sommes la moitié de l'Europe et notre voix doit avoir un poids égal à celle des puissances européennes occidentales.

Notes :

(1) Ainsi, en 2025, [les autorités russes ont publié en ligne un ouvrage révisionniste](#) (Giedrius Grabauskas et al., *Histoire de la Lituanie*), préfacé par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, tendant à démontrer que la Lituanie est une création russe !

(2) Moscou a alors publié deux projets de textes – un *Traité entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie sur les garanties de sécurité* et un *Accord sur les mesures pour assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des états membres de l'OTAN*, dans lesquels la Russie a mis en demeure les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN de satisfaire sans tarder à ses revendications, et notamment de retirer des pays devenus membres de l'Alliance après 1997 de toutes les forces armées et infrastructures militaires étrangères déployées depuis sur leurs territoires.

(3) Il s'agit de la bande de terre qui, sur 85km (65km à vol d'oiseau), fait frontière entre la Lituanie et la Pologne, avec à l'extrémité Nord l'enclave de Kaliningrad et à l'extrémité Sud le Bélarus.

Vignette : Statue du roi Mindaugas, devant le Musée national de Lituanie à Vilnius (copyright : Céline Bayou).

* Yves Plasseraud est l'auteur de nombre d'ouvrages sur les pays baltes.

Pour citer cet article : Yves Plasseraud (2026), « Lituanie : au cœur de l'Europe hier comme aujourd'hui », *Regard sur l'Est*, 13 juillet.

DOI

10.5281/zenodo.21475358



[Retour en haut de page](#)

date créée

13/07/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Yves Plasseraud*